



CAMPUS DE RENTRÉE 2026

Discours de clôture

Discours de **Georges-Louis Bouchez**, président du Mouvement Réformateur, invité d'honneur, suivi de la conclusion de **David Lisnard**, maire de Cannes et président de Nouvelle Énergie.

CAMPUS GEORGES MÉLIÈS — LA BOCCA
29 août 2026

Georges-Louis Bouchez

PRÉSIDENT DU MOUVEMENT RÉFORMATEUR, INVITÉ D'HONNEUR

Bonjour à toutes et à tous. Merci pour votre accueil chaleureux, et merci à David pour son invitation. Il faut avouer une chose : dans mon équipe, quand on m'a demandé si j'y allais, j'ai répondu : qui refuse un week-end à Cannes ? Au-delà de mon amitié pour David, de notre communauté et de notre communion de pensée, il y a des endroits pires.

Vous allez me demander pourquoi un Belge conclut cette journée. Les explications ne manquent pas. D'abord, nous avons une rue à notre nom, et je vous en remercie. Beaucoup de Belges sont aussi venus chercher des prix au Festival de Cannes, où les choses fonctionnent plutôt bien pour nous. Elles fonctionnent d'ailleurs mieux au festival que dans les salles, en nombre d'entrées, ce qui pose parfois une question sur les goûts et les choix en matière culturelle.

J'ai également un peu de France en moi, puisque je suis supporter du Paris Saint-Germain depuis mon enfance. C'était l'époque de Canal : il fallait alors du courage. Vous voyez qu'il ne faut jamais désespérer. Et puisque vous avez compris que j'adore le football, on m'a rappelé que Cannes est la ville où a débuté Zinédine Zidane.

Je pense que David Lisnard suivra le même trajet : il sera le Zinédine Zidane de la politique. Tout commence à Cannes et cela finira aux Champs-Élysées, peut-être avec son visage projeté comme en 1998. Si je souhaite vraiment que notre grand frère, la France, choisisse David Lisnard comme président de la République, c'est parce qu'il est aujourd'hui fondamental que la France soit de retour.

Vous trouverez peut-être étrange qu'un Belge le dise, mais c'est essentiel. Si nous voulons répondre aux défis du monde, il faut que l'Union européenne en ait la capacité. Et pour qu'elle en ait la capacité, il faut que la France y joue pleinement son rôle.

Il faut que la France puisse jouer son rôle sur le plan industriel, sur le plan énergétique, sur le plan militaire, et plus globalement par sa crédibilité à travers le monde. Pour que la France soit de retour, David et moi serons d'accord sur ce

point, nous devons travailler sur une chose avant tout : le retour de la croissance.

Nous avons besoin de refaire de la croissance économique, parce que notre modèle social et notre modèle de fonctionnement de l'État ne peuvent pas fonctionner sans elle. Quand vous regardez les paysages politiques belge et français, une chose est frappante, et je vais vous mettre à l'aise : nous avons les mêmes maux.

Nous avons cinquante-cinq pour cent de dépenses publiques rapportées au PIB. Nous faisons partie, comme vous, des cinq pays européens où le taux d'emploi est le plus faible. Nous sommes les champions d'Europe du déficit : vous nous avez encore derrière vous, mais si vous continuez ainsi, vous allez nous battre. Ce sera une autre coupe que vous ramèneriez à la maison.

Nous avons donc exactement les mêmes points de départ et les mêmes modes de fonctionnement. Si nous voulons résoudre cela, l'essentiel est de ramener de la croissance.

Un exemple, celui des retraites. Nous avons commis, en Belgique comme en France, l'erreur historique de choisir la retraite par répartition plutôt que par capitalisation. Les retraites en cours existent : nous devons gérer ce passif. Sans croissance, c'est impossible.

Le plus singulier, c'est que les partis qui veulent conserver une retraite par répartition à soixante ans sont ceux qui nous expliquent qu'il ne faut pas faire de croissance. Un chiffre : en Belgique, entre le début de la législature, en 2024, et sa fin, en 2029, le coût des pensions augmente de dix-huit milliards d'euros. Nous sommes onze millions d'habitants ; appliquez un rapport de six. Comment trouver dix-huit milliards d'euros d'argent public supplémentaires si nous ne créons pas de croissance ?

La croissance est donc indispensable pour faire face au vieillissement, au coût des retraites et au coût de la transition. Car ceux qui veulent sauver le climat ne nous expliquent pas avec quel argent cette transition serait financée. Ce qu'ils n'assument pas, c'est qu'ils veulent en réalité la décroissance.

La décroissance peut séduire dans certains salons ou dans des ateliers à l'université. Mais il faut expliquer à l'ensemble de nos concitoyens qu'elle signifie simplement une perte de pouvoir d'achat, une perte de service public, une perte de qualité de vie.

Ce débat est fondamental, et réhabiliter la croissance est essentiel. Vous me direz que la croissance n'arrive pas parce qu'on la décrète. Mais nous savons ce qu'il faut faire pour la ramener. Il faut travailler sur trois axes majeurs, ceux dans lesquels David s'est pleinement investi.

Le premier est la réduction des charges administratives, c'est-à-dire la dérégulation. Il faut être capable de déréguler. L'Europe est ce continent qui a créé Airbus et Ariane, et qui légifère aujourd'hui sur des bouchons de bouteille attachés, lesquels vous empêchent de boire à la bouteille, et sur le diamètre des bananes.

Payons-nous vraiment sept cent cinquante députés européens pour légiférer sur la taille des bananes ? Quelque chose ne peut pas fonctionner. Nous devons faire exactement l'inverse. Le mauvais réflexe d'un ministre est de vouloir une loi à son nom. Le meilleur ministre sera celui qui parviendra à supprimer vingt à trente pour cent de notre arsenal législatif. Des règlements qui ne servent à rien, et qui font que des entrepreneurs passent la moitié de la semaine à travailler pour l'État plutôt qu'à développer leurs affaires. Ces réglementations ne sont pas du tout indispensables.

J'entends d'ailleurs quelqu'un chanter l'Internationale. Je pourrai lui parler tout à l'heure : nous lui expliquerons ce que le communisme a fait dans l'histoire, comparé au libéralisme. Je reviens de Corée du Sud. Je dois préciser « du Sud », car on ne peut pas se rendre au Nord.

La Corée est un exemple intéressant. J'espère que celui qui chantait l'Internationale est encore là, car c'est le même pays, la même histoire, la même culture. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a imposé le communisme à une partie de ce pays. Car le communisme, on ne le choisit jamais. Il n'y a qu'en France ou en Belgique que des gens soient prêts à le choisir : partout ailleurs dans le monde, il a été imposé.

De l'autre côté, au sud, il y a eu le libéralisme. Aujourd'hui, malgré la puissance de la Chine voisine et malgré la menace du Nord, la Corée du Sud est un pays de géants industriels et technologiques, dont le niveau de vie est semblable au nôtre. Il n'y a pas besoin de longues démonstrations en la matière.

J'en viens à mon deuxième point, celui qui doit créer de la croissance : la baisse des impôts. Aujourd'hui, vous n'avez aucune incitation à investir dans nos pays. Aucune, parce que vous savez qu'avant même de commencer, cela vous coûtera de l'argent, et que lorsque vous en gagnerez, on vous en prendra encore.

C'est Frédéric Dard qui l'a dit : c'est en recevant sa feuille d'impôts qu'on se rend compte qu'on n'a pas les moyens de s'offrir l'argent qu'on gagne. Voilà ce qu'est l'État aujourd'hui. Des gens ne peuvent pas payer leurs droits de succession. D'autres n'arrivent pas à payer leurs impôts ni leurs taxes foncières, alors qu'ils travaillent.

C'est là que se situe le problème. On croit souvent donner cinquante pour cent de ses revenus à l'État. C'est faux : vous lui rendez entre soixante et soixante-dix pour cent. Les cinquante pour cent ne sont que l'impôt sur le revenu. S'y ajoutent les cotisations sociales, la fiscalité mobilière, la fiscalité immobilière et la TVA.

À un moment donné, ne peut-on pas considérer que, la moitié déjà donnée à l'État, l'autre moitié puisse rester à soi, à sa famille, à ses projets, pour être récompensé des efforts accomplis ?

Un autre élément est indispensable dans la baisse des impôts, et nous avons énormément insisté sur ce point lors de notre campagne électorale : l'écart de revenus entre la personne active et la personne inactive. Il faut qu'au minimum une personne active gagne cinq cents euros de plus qu'une personne inactive.

Le problème de nos pays, c'est que pour toute une série de gens, calcul fait, il est plus intéressant de rester à la maison que de travailler. Nous taxons l'alcool pour que les gens arrêtent de boire. Nous taxons le tabac pour qu'ils arrêtent de fumer. Nous taxons les comportements polluants pour qu'ils arrêtent de polluer. Quand nous taxons autant le travail, nous obtenons le résultat recherché : les gens ne veulent plus travailler. Et croyez-moi, il ne peut y avoir de société heureuse sans travail.

C'est une grande différence entre la droite et la gauche. La gauche fait croire que les choses tombent du ciel. Rien ne tombera du ciel. Nous avons aujourd'hui le niveau de confort le plus élevé de l'histoire de l'humanité. Tout cela peut disparaître en dix ou vingt ans si nous cessons de travailler. Remettre le travail au cœur de la société est donc fondamental. Cela passe par la baisse des impôts, et cette baisse ne peut se faire que par une baisse de la dépense publique.

C'est l'autre différence entre David Lisnard et les autres candidats. Les autres vous disent tous qu'ils sont d'accord pour baisser les impôts. Mais lorsque l'on augmente la dépense publique, il n'est pas besoin d'être un génie pour comprendre que le compte ne tombera pas juste.

La façon de vivre de la France et de la Belgique est assez simple à décrire. C'est comme si vous alliez au restaurant, commandiez ce qu'il y a de meilleur sur la carte du caviar, du homard, du champagne et qu'à la fin du repas vous téléphoniez à votre fils ou à votre fille pour lui demander de passer payer l'addition.

C'est exactement ainsi que nous vivons. Aujourd'hui, un enfant qui naît dans nos pays a quarante mille euros de dettes. Avant même de commencer sa vie, il devra trouver quarante mille euros pour rembourser notre façon de vivre. Ensuite, il devra payer la solidarité de sa génération. Enfin, s'il lui reste un peu d'argent, il pourra espérer construire sa vie.

C'est une façon irresponsable de vivre, car un responsable politique ne peut pas penser au seul instant présent. On ne s'engage pas pour la prochaine élection, on s'engage pour la prochaine génération.

On ne s'engage pas pour la prochaine élection, on s'engage pour la prochaine génération.

Le troisième enjeu est celui des jeunes générations et de l'école. Quand on est libéral, la première priorité est l'éducation. Car la liberté n'est réelle que si l'on donne aux gens les outils de cette liberté. Ces outils, c'est l'égalité des chances garantie par une école qui transmet les compétences de base : lire, écrire, compter, s'exprimer.

Quand on observe certains candidats à la présidentielle, on mesure le déclin de l'éducation nationale. Et je le dis à peine en souriant. Regardez un débat des années soixante-dix ou quatre-vingt, puis le niveau des débats aujourd'hui. Ce n'est pas être conservateur que de le dire.

Beaucoup de choses sont meilleures aujourd'hui, mais il faut se rendre compte d'une chose : faire croire que tout le monde doit obtenir un diplôme est absurde. J'ai commencé mon propos en parlant de football : je suis président d'un club.

Dans ce club, nous disons à des garçons de quatorze ans qu'ils n'auront pas le niveau pour jouer en professionnel, et cela ne choque personne. Dans l'enseignement, au contraire, on a le sentiment que tout le monde devrait pouvoir faire toutes les études.

Ce que je veux dire ici, c'est que l'école a le devoir de donner les compétences de base à chacun, mais qu'elle a aussi le devoir d'aider à l'orientation : tout le monde est capable de faire quelque chose, mais personne n'est capable de tout faire. Cette idée selon laquelle nous serions tous capables de tout faire est un mensonge. Ce mensonge a conduit au déclin de l'école, et le déclin de l'école est le déclin de notre économie, puis celui de notre bien-être.

Tout le monde est capable de faire quelque chose, mais personne n'est capable de tout faire.

Je ne veux pas être trop long, mais j'ai fait quelques kilomètres pour venir : je vais essayer de rentabiliser le voyage, en nombre de mots par émission de CO₂. Au-delà de la croissance, il existe un autre enjeu, qui était l'objet d'un de vos ateliers : celui de la justice.

Nos pays ont un point commun : les gens ne comprennent pas pourquoi ils sont sanctionnés dès qu'ils commettent un excès de vitesse de quelques kilomètres par heure, alors qu'au journal télévisé du soir ils découvrent que des personnes coupables d'actes criminels extrêmement graves se voient reconnaître toute une série de causes d'excuse.

Sur ces enjeux, David Lisnard incarne une exigence de justice. La justice consiste à sanctionner à la mesure de l'acte commis. Elle ne consiste pas à chercher sans cesse des causes d'excuse. Elle ne consiste pas à justifier des actes de délinquance par des difficultés sociales ou d'intégration. Si nous voulons qu'une société fonctionne, il faut accorder les mêmes droits à chacun ; mais il faut aussi rappeler, quand on est libéral, qu'il n'y a pas de droit sans devoir et que chacun doit assumer sa responsabilité.

J'avais annoncé que je ne serais pas long. Je dirai encore quelques mots à propos de David, car on peut se demander pourquoi je le soutiens et pourquoi notre rencontre s'est si bien passée si je suis ici, c'est qu'elle s'est bien passée.

Il y a trois raisons pour lesquelles David Lisnard serait le meilleur président de la République possible. La première est que nous avons les mêmes origines sociales : nous venons d'un milieu où l'on sait qu'un sou est un sou. Nous sommes tous les deux fils d'indépendants et de commerçants, de gens qui ont dû gagner leur argent dans de petites activités, pas dans de grandes entreprises. Et il y a là quelque chose de fondamental : les élus doivent gérer l'argent public comme ils gèreraient leur argent personnel.

Dans mon conseil municipal, il arrive que la commune achète des bâtiments. Quand vous demandez ce qu'elle en fera, on vous répond qu'on ne sait pas encore, qu'on verra bien, que c'est pour avoir la maîtrise du foncier. Il arrive aussi que des gouvernements dépensent des millions d'euros pour des études dont le résultat est connu d'avance. Car il y a quelque chose d'assez exceptionnel avec les cabinets de conseil : neuf fois sur dix, ils viennent vous expliquer ce qu'ils n'ont pas fait eux-mêmes, et surtout un résultat que vous connaissiez déjà. Sinon, vous ne les auriez pas appelés.

C'est aussi cet État qui augmente chaque année la voilure de ses dépenses publiques. Dans mon pays, nous avons quatre fois plus de fonctionnaires que dans les années soixante. Quatre fois plus, à l'époque de l'intelligence artificielle et d'internet, pour un travail à peu près identique. Cela relève encore du principe selon lequel un sou est un sou : l'État s'occupe simplement de trop de choses.

Quand l'État s'occupe de trop de choses, il y a deux effets pervers : il s'en occupe mal, et il se détourne de ses politiques prioritaires. L'État a quatre politiques prioritaires. La première est l'enseignement et l'éducation : si nous n'accordons pas l'égalité des chances, personne ne le fera. La deuxième est l'infrastructure : nous devons offrir des infrastructures qui permettent à chacun de se déployer. La troisième est la sécurité, intérieure et extérieure, qui permet à chacun de vivre en liberté. La quatrième est la solidarité.

Avec un rappel : la solidarité est là pour les accidents de la vie. Or un accident n'est pas une situation perpétuelle, c'est un moment déterminé. La solidarité n'est pas un distributeur de billets. Elle n'est pas seulement ce que l'État peut faire pour moi : elle est aussi le devoir de faire tout ce que l'on peut pour soi, et pour l'État qui la garantit.

La deuxième raison pour laquelle je soutiens David Lisnard, c'est que, contrairement à beaucoup de candidats, il annonce la couleur. Il ose dire qu'il est libéral. C'est un peu ce que je disais à notre camarade, là-bas. Je trouve tout à fait extraordinaire que, dans nos pays, la seule philosophie politique qui ait fonctionné dans l'histoire soit celle dont on n'ose pas se réclamer : le libéralisme.

Avez-vous déjà vu des flux migratoires quitter un pays libéral pour un pays qui ne l'est pas ? Qu'on me le dise maintenant : je veux bien prendre ma carte à LFI. Ce serait dur, mais j'ai un vrai travail.

À tous ceux qui se plaignent du modèle capitaliste et libéral, il faut rappeler que cent cinquante pays dans le monde ne l'appliquent pas. Quand ils vous disent qu'il est grand temps de tester autre chose, rappelons que la majorité de la planète a testé autre chose. Vous en avez constaté le succès : tout le monde nous envie, et nous voudrions casser notre jouet.

David assume. Il assume d'être libéral, et il assume son amour de la France. Je voudrais faire ici une incise sur un candidat en particulier, dont vous avez compris qu'il était loin d'être mon favori : Jean-Luc Mélenchon. On peut avoir des oppositions avec lui. C'est un homme intelligent. Il a une ligne politique, qui n'est plus celle d'il y a trente ans, et cela ne m'inspire jamais confiance : quand des responsables sont capables de changer à cent quatre-vingts degrés, c'est qu'il se passera quelque chose lorsqu'ils seront au pouvoir, et pas quelque chose de bien.

Mais il y a une chose que je n'accepte pas chez lui, une chose qui le discrédite totalement à mes yeux et qui constitue une faute pour un élu de la République : il entretient la haine de la France et la haine de l'Occident par opportunisme politique.

Il l'a fait en instrumentalisant ce qui s'est passé à Gaza. Il le fait chaque jour en mettant du sel sur les plaies de l'histoire, en instrumentalisant la colonisation, en jouant sur les discriminations. On ne peut pas, pour grappiller quelques voix, se retourner contre son propre pays, un pays qui lui a tout donné, et à lui certainement plus qu'à d'autres.

À ce titre, nous avons besoin d'un candidat qui aime la France, et qui l'aime sincèrement. Ce candidat, c'est plus que jamais David Lisnard.

Le troisième et dernier point pour lequel je soutiens David, c'est qu'il a cette particularité, rare en politique, de mettre en évidence le succès et la réussite. Nous vivons dans des pays où gagner de l'argent est mal vu, où il faut cacher sa réussite. Quand des gens réussissent, ils vous disent en général qu'ils ne veulent pas aller dans les médias, qu'ils ne veulent pas que cela se sache. Il y a là un grand tabou.

Par son travail à la mairie de Cannes, David montre qu'il soutient des projets, et des projets qui réussissent. Cela n'empêche pas de mener une politique sociale : il me disait encore hier que Cannes est certainement l'un des territoires les plus contrastés en la matière, d'un quartier à l'autre.

Si nous voulons un pays qui avance, nous devons remettre le goût du succès au cœur de notre projet. Nous devons dire aux gens qu'ils ont le droit de réussir. Nous devons cesser d'entretenir la jalousie. Aujourd'hui, la plupart des programmes des candidats s'appuient sur la jalousie : celui-là a mieux réussi que vous, il faut le taxer davantage ; celui-ci, je vais tout lui prendre ; cet autre, il faut le pénaliser. Quel est ce pays où gagner est devenu un crime ?

C'est une grande différence pour la droite, et une grande différence avec David Lisnard : réussir n'est pas un mot suspect. Notre rôle est au contraire de faire en sorte que vous puissiez réussir, pour vous, pour votre famille, pour votre pays. Nous devrions applaudir et féliciter celles et ceux qui prennent des risques pour réussir, créer de l'emploi et créer de la richesse, et faire en sorte que notre pays puisse financer sa sécurité sociale, sa solidarité et l'ensemble de ses services publics.

Réussir n'est pas un mot suspect.

David, je te dirai une dernière chose. Tu as un atout majeur par rapport aux autres : tu n'es pas le comptable du bilan actuel de la France, puisque tu n'as jamais été Premier ministre ni exercé de telles fonctions. Il est toujours singulier de voir des responsables qui ont occupé les postes leur permettant de changer les choses expliquer aujourd'hui qu'ils n'avaient pas compris la première fois, mais que la deuxième sera meilleure.

Sans être le comptable de ce bilan, tu as le tien, un vrai bilan : celui de la ville de Cannes. Ce qui m'a frappé en arrivant jeudi soir autant profiter de Cannes quand on vient y parler, c'est que chaque fois qu'on me demandait ce que je faisais là et que je répondais venir prendre la parole au congrès de David Lisnard, je mesurais l'affection que les gens te portent et le soutien de ceux qui te connaissent et qui ont vu les résultats de ton travail.

Notre devoir à tous est de faire connaître ces résultats partout en France, de montrer qu'il existe quelqu'un qui a réussi à faire ce qu'il dit. À l'échelle d'une mairie, bien sûr, mais d'une commune qui n'est pas simple, une commune connue, avec des atouts. Il s'agit de porter cela à travers la France avec un mot d'ordre. Je sais que la conclusion sera différente ici, mais c'est par celui-là que je conclus tous mes congrès en Belgique : soyez fiers d'être libéraux, fiers de défendre cette philosophie humaniste, cette philosophie du progrès, cette philosophie qui repose sur l'intelligence des individus.

Vive l'amitié franco-belge, vive la France, vive l'Europe, vive David Lisnard.

David Lisnard

MAIRE DE CANNES, PRÉSIDENT DE NOUVELLE ÉNERGIE — CONCLUSION

Tu remarqueras que ton flanc droit est beaucoup plus développé. Vous comprenez pourquoi nous avons choisi notre grand invité d'honneur. Je voudrais qu'on l'applaudisse encore. Je suis très heureux que tu aies accepté de venir. J'avais été très impressionné par notre rencontre, et en arrivant dans cet immeuble en plein Bruxelles une ville qui n'est pas toujours la plus facile, où il est écrit en grand « fier d'être libéral », à la tête d'un Mouvement réformateur devenu le premier mouvement de Belgique francophone.

Personne n'y croyait. Avec ta niaque, ta gagne, ta grinta, tu as réussi à en faire le premier mouvement, et tu vas être le patron d'une Belgique en plein renouveau. J'en suis convaincu. C'est tout ce que nous te souhaitons.

Tu es concret et tes principes sont solides. Je me disais tout à l'heure que le discours était fait : vous viendrez à la butte Saint-Cassien, où je vous dirai quelques mots, mais l'essentiel a été dit. Il est là : comment être propriétaire de sa vie, le rôle de l'instruction, la capacité à montrer que la réussite n'est pas

nécessairement une réussite sociale, mais la capacité des individus à se réaliser eux-mêmes, à ce qu'on leur laisse la paix, à ce qu'on ne les culpabilise pas d'avoir des projets, des envies, et de les concrétiser.

C'est là l'essentiel. Le moteur de la vie, c'est la sincérité, l'alignement entre ce que l'on est, ce que l'on fait et ce que l'on dit. Tu es ainsi. Nous allons avoir besoin de montrer que l'Europe ne doit pas être le continent de la gestion du déclin, et qu'il est temps de retrouver une immense ambition européenne, qui ne peut reposer que sur la souveraineté populaire, c'est-à-dire sur la souveraineté des nations qui se regroupent pour des programmes de coopération. Chaque mot compte.

Nous devons montrer que nos valeurs sont les bonnes. Ceux qui voient dans un barbecue, comme Madame Rousseau et ses acolytes écologistes et LFI, le signe du patriarcat, mais refusent de le voir dans la burqa, ceux-là ne sont pas conformes aux valeurs de l'Europe.

L'Europe est une civilisation. C'est la civilisation qui a, pour la première fois dans l'histoire, interdit l'esclavage, lequel était une réalité planétaire. C'est la civilisation qui a, pour la première fois dans l'histoire, créé un universalisme qui a ensuite rayonné et démontré que chaque individu, quelle que soit sa couleur de peau ou son origine, avait les mêmes droits s'il assumait les mêmes devoirs, comme tu le rappelais tout à l'heure.

L'Europe doit être une terre d'innovation et de prise de risque, et une terre de sécurité, ce qui passe par la force intérieure. Nous devons donc retrouver cette force intérieure en France. La Belgique sera sur la bonne voie grâce à l'épopée magnifique que tu mènes.

Ensuite, grâce à l'alliance des nations fortes de l'Europe, nous montrerons de nouveau que nous pouvons nous faire respecter. Pour nous faire respecter, il faut d'abord nous respecter nous-mêmes, et faire respecter nos règles à l'intérieur pour rayonner à l'extérieur.

C'est tout cela que je voulais montrer aujourd'hui, et c'est pourquoi ta présence est formidable. Tu as aussi eu la capacité de donner confiance dans les idées de liberté à ceux auxquels on répétait qu'elles n'étaient pas pour eux, alors qu'elles ne sont que pour eux.

Les salariés les plus modestes, aujourd'hui victimes d'un égalitarisme qui les enferme dans le SMIC toute leur vie. Les enfants des quartiers les plus modestes, eux aussi victimes d'un égalitarisme qui les place dans des écoles ghettos, ce que nous supprimerons en supprimant leur carte scolaire quand nous aurons gagné.

Nos opinions, au départ, choquent un peu. Puis on se dit : bien sûr, je vais retrouver ma liberté, ma prospérité, ma dignité, qui est la conséquence de la liberté, de la responsabilité et de la propriété que portent nos idées.

Tu les portes merveilleusement bien. C'est cette société augmentée, c'est cette grande France que nous allons faire gagner, main dans la main avec une Belgique elle-même renouvelée. Vive Georges-Louis Bouchez.